



# La Transition Énergétique en France

## *Une cartographie des enjeux et des controverses*



Cycle de journées de dialogue organisé par  
CIRED (ENPC-CNRS) et PACTE (U. Grenoble-CNRS)  
avec le soutien de l'INSHS et l'INSIS du CNRS



Première journée

# Transition énergétique, projets de société et tensions du présent

Vendredi 21 juin 2013

Grand amphithéâtre du CNRS

3 Rue Michel Ange, Paris 16<sup>e</sup>

## Invitation au débat

Peu de voix s'élèvent pour contester que la transition énergétique est une nouvelle 'ardente obligation' face aux alertes sur le changement climatique, le 'pic' du pétrole, l'accident de Fukushima et les tensions géopolitiques autour de l'accès aux ressources. Mais, derrière ce quasi consensus reste l'idée que devant l'urgence immédiate de l'emploi et du remboursement des dettes, il vaut mieux profiter de 'l'aubaine' des gaz de schistes, attendre d'en savoir plus sur les risques climatiques et faire que le nucléaire devienne une technologie intrinsèquement sûre.

La délibération publique est rendue difficile par la mise en scène médiatique de controverses scientifiques et éthiques dont la répétition en boucle paralyse la prise de décision. Le colloque auquel nous vous convions vise à établir une cartographie des enjeux et controverses autour de la transition énergétique et de leur sous-bassement scientifique. Il part de deux constats :

- On ne peut tirer des connaissances actuelles sur les ressources d'énergie fossiles, le climat ou les technologies du futur, l'idée d'un retour durable à l'énergie abondante et bon marché de l'après 2<sup>e</sup> guerre mondiale ; ***les présomptions de risques sont suffisantes pour conclure qu'il faut agir.***
- Les ***enjeux de justice sociale et d'emploi*** jouent un rôle central dans le réflexe qui conduit les gouvernements à reporter ou ralentir le rythme de la transition énergétique ; il s'agit en effet de ne pas faire peser des charges supplémentaires sur des ménages et des entreprises déjà fragilisés.

La journée à laquelle nous vous invitons le 21 juin est la première d'un cycle de trois (les deux autres étant organisées au mois de septembre) pour faire le point des problématiques pertinentes sur les conditions d'un futur de sobriété énergétique combinant changement de comportements de consommation et des technologies d'usages, procédés industriels économes en énergie et nouvelles articulations entre technologies centralisées et décentralisées : les combustibles fossiles n'ont-ils pas encore paradoxalement un rôle à jouer pour construire un tel futur ? y a-t-il des éléments nouveaux qui conduisent à fonder un tel futur sur la base d'énergies non émettrices ? Qu'a-t-on appris depuis le premier choc pétrolier voici 40 ans sur les difficultés de mise en place de signaux forts pour réorienter les choix ? Sur la gestion des controverses ? Comment définir et mettre en oeuvre une démarche française propre dans la variété de démarches européennes marquées de l'empreinte de la culture de marché ? En quoi les choix des autres pays peuvent influencer voire gêner la poursuite de trajectoires spécifiques ? En quoi l'Europe peut faciliter la gestion des tensions qui en résultent ?

# Programme du cycle des journées de dialogue

## 1<sup>ère</sup> journée : Transition énergétique, projets de société et tensions du présent

Si elle engage de grands choix technologiques, la transition énergétique ne s'y réduit pas. Elle passera de facto par des compromis entre visions du futur contradictoires et par la prise au sérieux des contraintes et inquiétudes du présent. Elle implique un effort d'investissement de long terme, à rendre compatible avec les évolutions de la régulation européenne des infrastructures publiques et les niveaux de rentabilité requis pour attirer l'épargne privée. Enfin, parce qu'elle évitera difficilement des prix de l'énergie plus élevés pour les consommateurs et les industries, elle échouera si elle ne s'insère pas dans une politique d'ensemble répondant aux craintes pour le pouvoir d'achat et l'emploi. Cette politique doit mobiliser la fiscalité, les politiques de prix et de financement qui engagent la politique économique générale. Certes il y a bien des réticences intellectuelles à faire ce lien entre une politique 'sectorielle' et la politique générale. Les investissements de la transition pourraient être un élément fort dans le déclenchement d'un mode de croissance qui évite à la fois les pièges de l'austérité et un laxisme monétaire non soutenable.

## 2<sup>e</sup> journée : La recherche controversée d'énergies 'propres'

Les débats sur les stratégies énergétiques sont dominés depuis 40 ans par trois thèmes : les risques de l'énergie nucléaire, l'épuisement des énergies fossiles et les promesses des énergies nouvelles. Mais ces débats tournent souvent à un affrontement répété entre alertes et utopies contradictoires. Il s'agit ici de reprendre les bases scientifiques des controverses techniques et économiques autour de ces dossiers, et d'examiner les possibilités d'accords mobilisateurs parce que largement partagés malgré de légitimes divergences de points de vue. Il ne s'agit pas de confondre la transition énergétique avec le seul développement des énergies décentralisées au côté d'actions d'efficacité énergétique où les acteurs locaux auraient un rôle central, comme une *revanche des territoires*. Il s'agit de voir comment infléchir le sentier technologique dominant en repensant l'interface technologique et institutionnelle entre systèmes centralisés et décentralisés. Ceci suppose certes des évolutions institutionnelles favorables aux territoires urbains et ruraux en leur donnant de nouvelles capacités d'action, mais sans oublier la préservation d'une solidarité entre eux.

## 3<sup>e</sup> journée : La maîtrise de l'énergie, une option consensuelle et ses obstacles

Il y a un quasi consensus autour de l'intérêt et de la nécessité d'une forte réduction des demandes énergétiques. Mais on sous-estime souvent les ruptures par rapport aux tendances en cours qu'implique une diminution par quatre des émissions de gaz à effet de serre. Les obstacles à de telles ruptures sont connus, mais ils sont très hétérogènes (volatilité des prix de l'énergie, fragmentation de la filière de rénovation thermique, déficits de compétences, manque de rentabilité, choix de lieux de vie, 'désirs' de mobilité, politiques d'infrastructures). Il manque une vision d'ensemble des moyens de lever ces obstacles et des potentiels d'activité économique qu'ils recèlent. Il manque en particulier une attention suffisante portée aux malentendus autour de la notion de sobriété énergétique dans un contexte français et européen où une partie croissante de la population se situe au voisinage de la précarité énergétique. Comment en particulier lever la contradiction entre le cadeau empoisonné que représente pour les ménages la défense de bas prix de l'énergie et le fait que toute politique fondée sur une vérité des prix commence par heurter des populations piégées par des choix passés qui sont difficilement réversibles ?

# **Programme de la première journée**

## **Transition énergétique, projets de société et tensions du présent**

### **8h30 – 9h00 Accueil**

### **9h00 – 9h15 Introduction**

Sandra Laugier (Directrice adjointe scientifique de l'INSHS, Institut des Sciences Humaines et Sociales du CNRS)

Alain Dollet (Directeur adjoint scientifique de l'INSIS, animateur de la cellule Énergie du CNRS)

Franck Lecocq (Directeur du CIRED)

### **9h15 – 10h 45 De quoi décider aujourd'hui, pour quels objectifs ?**

Présidence : Alain Grandjean (Président du comité d'experts du débat national sur la transition énergétique).

Ruben Bibas/Jean-Charles Hourcade (CIRED). Des scénarios de transition entre contraintes économiques, sociales, et techniques.

Contrepoints:

François Moisan (Directeur, ADEME). Commentaires à partir des scénarios de transition ADEME et leurs impacts macroéconomiques

Patrick Criqui (EDDEN-PACTE, CNRS). Les critères d'évaluation des scénarios de transition.

Jean-Eudes Moncomble (Secrétaire Général du CFE). Commentaires sur les scénarios français au regard de la méthodologie prospective de la transition énergétique du World Energy Council.

Table ronde : Thierry Salomon (président de Negawatt), Jean-Pierre Bompard (CFDT) et les intervenants.

Rapporteur : Renaud Crassous (EDF)

### **Pause café**

### **11h00 – 12h30 Investir sur le long terme et guider la main invisible du marché en Europe?**

Présidence : Patrice Geoffron (CGEMP-Dauphine)

Dominique Finon (CIRED). Régime de marché, politiques bas carbone et politiques ENR : autour de quelques contradictions internes des politiques européennes.

Georg Zachmann (Bruegel Center). La transition énergétique d'un État-Membre peut-elle se penser sans prise en compte de l'intégration européenne ?

Christian Egenhofer (CEPS). La tension entre le régime européen de marchés électriques intégrés et l'originalité des politiques nationales au sein de l'Union Européenne.

Table ronde : Richard Baron (OCDE), Marc Bussi eras (EDF) et les intervenants.

Rapporteur : Fabienne Salaun (EDF et CGEMP)

## Déjeuner

### 14h00 – 15h30 **Énergie, emploi et modes de croissance en économie ouverte**

Présidence : Agnès Benassy-Quéré (présidente du Conseil d'Analyse Economique)

Philippe Quirion (CIRED). L'effet net sur l'emploi de la transition énergétique en France : Une analyse input output.

Pierre-Noël Giraud (CERNA). Transition énergétique, un vecteur de rééquilibrage entre emplois sédentaires et emplois nomades ?

Patricia Crifo (Univ. Nanterre et CECO). L'effet emploi d'une croissance verte.

Table ronde : Claire Tutenuit (présidente d'EpE), Anabella Rosemberg (Confédération syndical international) et les intervenants.

Rapporteur : Frédéric Gherzi (CIRED)

### 15h30 – 17h00 **Énergie, finances, et sortie de la croissance « molle » en Europe**

Présidence : Dominique Bureau (CGDD)

Jean-Charles Hourcade (CIRED). Fiscalité carbone, EU-ETS, 'obligations carbone', entre initiatives nationales et coordination européenne.

Michel Aglietta (CEPII). Canaliser l'épargne européenne vers la transition énergétique, une sortie des impasses de l'austérité de croissance.

Table Ronde : Gaël Giraud (PSE), Christian Egenhofer (CEPS), Alain Lipietz (CEPREMAP), Isabelle Laudier (CDC), et les intervenants.

Rapporteur : Céline Guivarch (CIRED)

## Pause

### 17h20 – 18h45 **The world transition towards a Low Carbon Society** *Organized in coordination with Climate Policy and the LCS R-Net*

Présidence : Laurence Tubiana (présidente de l'IDDRI, Facilitatrice des échanges du débat National sur la transition énergétique)

Christian Egenhofer (CEPS), Michael Grubb (CPI), Franck Lecocq (CIRED), Paul Watkinson (MEDD)

### 18h45 – 19h00 **Remerciements et invitation à poursuivre le dialogue**

Minh Ha-Duong (CIRED, coordinateur France du projet R&Dialogue)

Pour toute information, contacter au CIRED:

Minh Ha-Duong, [haduong@cired.fr](mailto:haduong@cired.fr)

Dominique Finon, [finon@centre-cired.fr](mailto:finon@centre-cired.fr)

Jean-Charles Hourcade, [hourcade@centre-cired.fr](mailto:hourcade@centre-cired.fr)

Trois journées de dialogue sont organisées par les UMR CIRED et PACTE pour clarifier les bases scientifiques des controverses autour de la transition énergétique, en cerner les enjeux, et débattre des problématiques pertinentes sur les conditions d'un futur de sobriété énergétique. Ce futur combinera nécessairement changement de comportements de consommation et des technologies d'usages, procédés industriels économes en énergie et nouvelles articulations entre technologies centralisées et décentralisées.

La première journée « Transition Énergétique, projets de société et tensions du présent » partira de scénarios énergétiques pour la France, parmi lesquels des scénarios de modération ou de sortie du nucléaire sous objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le problème est posé dans l'environnement européen de marchés libéralisés et dans un contexte international incertain. Ces scénarios seront le point de départ de discussions sur les conditions de la transition en matière d'échelonnement des décisions (quand doit-on décider de quoi ?) et d'accompagnement par des politiques économiques et sociales adaptées dans une situation de crise économique et financière.

Participation gratuite sur inscription dans la limite des places disponibles.

RSVP en ligne: <http://minu.me/90ci>